

LE FIL ROUGE



SOMMAIRE

- >> Page 2 : Après une vie précaire une vieillesse de misère ?
- >> Page 3 : Non à la casse du lycée professionnel
- >> Page 4 : Témoignage de Valentine: professeure des écoles dans le 93
- >> Page 5 : SNU : Précarité et Soumission
- >> Page 6 : NON aux méga-bassines !
- >> Page 7 : Le mouvement en Iran vu d'ici
- >> Page 8 : Libération des enfants Palestiniens Emprisonnés par Israël !

prix
libre

PRÉCARITÉ À VIE, NON MERCI !

Président au service des patrons, des riches et des monopoles, Macron l'est plus que jamais : méprisant, provocateur, il est prêt à tout pour démolir les acquis sociaux, faire passer ses « réformes » et ses nouvelles lois.

Du lycée jusqu'à la fac, de l'apprentissage jusqu'à l'usine ou au bureau, les mauvais coups s'enchaînent et nous touchent tous.

Les cursus scolaires sont de plus en plus sélectifs et la réforme des lycées pro s'en prend tout particulièrement aux jeunes des familles ouvrières et populaires : l'augmentation du temps de stage en entreprise se fera au détriment des heures de cours et de l'enseignement général qui permet le développement d'un esprit critique ; elle freine ainsi toute perspective de poursuite d'études.

La réforme du chômage rend encore plus difficile l'accès ou le renouvellement des droits : elle veut nous obliger à accepter des emplois mal payés et hors de nos qualifications.

La loi immigration va renforcer l'exploitation et l'emprise patronale sur les travailleurs qui seront menacés d'être expulsés s'ils refusent de subir les conditions de travail...

Et voilà maintenant qu'arrive la réforme des retraites qui repousse toujours plus loin l'horizon de la fin des galères. Parce qu'elle nous condamne à la précarité et à l'anxiété économique jusqu'à la mort, avec tous les travailleurs, nous disons : c'est de notre avenir qu'il s'agit ; départ minimum à 64 ans et 43 années de cotisation, c'est NON !

Ni chair à patron, ni chair à canon !

Nos écoles et nos locaux universitaires se délabrent. De plus en plus d'étudiants démunis face à la flambée des prix sont obligés de se tourner vers les associations caritatives. Des députés qui gagnent 6 000€ par mois, mangent dans des restos étoilés et voyagent gratuit en première classe ont osé voter contre le repas à 1€ au CROUS pour tous les étudiants. La loi n'est pas passée à une voix près. Quel mépris quand on voit les files d'attente devant les distributions alimentaires ! Pendant ce temps, la course à l'armement s'emballa, Macron vient d'annoncer une somme de 413 milliards pour les armées d'ici 2030 ! Il se vante d'envoyer à l'Ukraine des

armes de pointe qui viennent alimenter la guerre de repartage impérialiste sur le dos des peuples ukrainien et russe.

La colère des peuples africains qui crient « France dehors ! » l'ont obligé à mettre fin à l'opération Barkhane. Mais des millions d'euros continuent à être engloutis pour financer les bases et les milliers de soldats français qui restent en Afrique pour y défendre les intérêts de l'impérialisme français et de ses monopoles face à la concurrence d'autres impérialismes. Nous ne voulons pas être de la chair à patron et, nous ne voulons pas, non plus, être de la chair à canon ! Le Service National Universel (SNU) cherche pourtant à nous y préparer. Il est question de le généraliser pour tous les jeunes entre 15 et 17 ans. Pour tenter de les embrigader, soi-disant au service de la « nation », mais en réalité au service d'une poignée de monopoles qui nous exploitent, pillent les ressources d'autres peuples, alimentent les guerres, poussent à l'exil des millions de jeunes obligés de fuir la misère et l'insécurité au péril de leur vie, que beaucoup perdent dans les déserts du Sahel ou dans les eaux de la Méditerranée.

Jeunes révolutionnaires, pour en finir avec ce système !

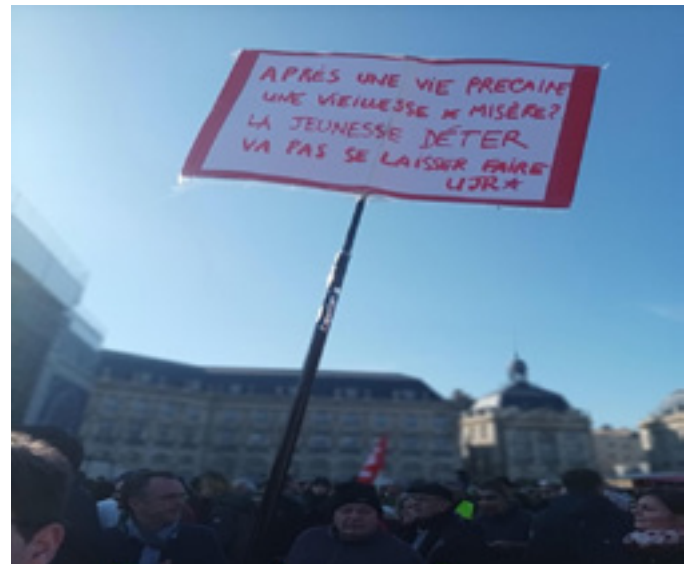
Les colères s'accumulent et la contestation sociale s'intensifie. Des travailleurs et des ouvriers se mettent en grève pour arracher des augmentations de salaire. Travailleurs, chômeurs, Lycéens et étudiants descendent massivement dans les rues pour dire non aux « 64 ans » et à cette réforme qui vient après toutes les autres : anti-sociales et anti-ouvrières, elles ont un dénominateur commun et une même logique commune, celle d'un système qui est au service des exploiters et des profiteurs de crise. Un système qui ne cesse de nourrir la réaction et la guerre. Jeunes et moins jeunes, battons-nous ensemble contre toutes ces attaques. Pour nous, jeunes révolutionnaires, il faut en finir avec ce système capitaliste impérialiste ! Pour le renverser, nous devons nous organiser et nous battre aux côtés de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

Après une vie précaire une vieillesse de misère ?

LA JEUNESSE DÉTER VA PAS SE LAISSER FAIRE !

Sans doute que la retraite pour nous c'est encore loin. Travailler 43 ans au lieu de 42 ou 41 ans, ça peut paraître abstrait et lointain. Par contre ce qui est très concret dans nos têtes, ce sont les boulots qu'on doit cumuler pour arriver à financer nos études, la logique de « savoir se vendre » qu'ils nous imposent dès le lycée pour nous former à être de la « chair à patron », les stages qu'on doit cumuler au détriment des heures de cours nécessaires pour développer notre esprit critique, les files d'attentes que nous subissons devant les associations d'aides à la distribution alimentaire pour arriver à se nourrir. Ce qui est clair pour nous, c'est la surexploitation qu'on subit au travail pour produire toujours plus et plus rapidement au détriment de notre santé psychologique et physique. Cette surexploitation, nos parents la subissent aussi tous les jours dans leurs boulots toujours pénibles avec des salaires

toujours plus faibles devant une inflation galopante. Le refus de la réforme ne porte pas juste sur des questions techniques. C'est une façon pour refuser les conséquences destructrices de ce système qui nous exploite. Nous ne pouvons pas accepter de travailler plus pour servir un système pourri qui ne sert que les riches et les fauteurs de guerre. Combattre cette réforme c'est exprimer notre colère contre ce système, mais aussi notre volonté et notre détermination à prendre notre futur en main. C'est pour toutes des raisons que l'UJR a été présente dans les mobilisations contre la réforme des retraites et continuera à y être avec ses mots d'ordres : « ni chair à patron, ni chair à canon » et « après une vie précaire une vieillesse de misère ? La jeunesse déter va pas se laisser faire ! »



NON À LA CASSE DU LYCÉE PROFESSIONNEL !

La dernière réforme du lycée pro, impulsée par Macron et le ministère du travail, est une continuité des réformes précédentes, celle du bac pro et de la réforme Blanquer de 2019. Elle s'inscrit aussi dans la vision idéologique de Macron qui qualifie la filière professionnelle de « gâchis ». Pour lui, c'est la filière où il y a le plus d'abandon d'étude. De son point de vue ultralibéral, les lycées sont trop nombreux en France comparés aux entreprises. Il cherche à liquider cette filière d'enseignement en réduisant les heures de cours, les établissements, en supprimant des postes d'enseignants et en réduisant le nombre d'élèves. Les grandes lignes de cette réforme, c'est l'augmentation du temps de stage en entreprise et une réduction des heures de cours sous prétexte que l'entreprise formerait mieux que l'école. La diminution des heures de cours est une entrave à toute poursuite d'études et nuit au principe éducatif du lycée pro. C'est un véritable mépris pour les lycéens des milieux populaires. Cette réforme dangereuse cherche à limiter leur

raisonnement critique. Elle les éloigne des savoirs théoriques et de l'acquisition d'outils de culture générale essentiels à l'émancipation de la jeunesse. Cette réforme, c'est aussi un enseignement « plus flexible », pour s'adapter aux besoins des entreprises locales, avec un risque de fermeture des filières jugées non rentables ou sans débouchés. La conséquence, c'est aussi la suppression du cadre national de l'enseignement professionnel avec tout ce que cela implique d'inégalités entre les territoires.

Paul, assistant d'éducation en lycée pro, témoigne.

En octobre dernier, dans une manif pour les salaires, nous avons croisé un groupe de surveillants en grève contre la réforme des lycées pro. Nous avons voulu en savoir plus sur leurs conditions de travail et rencontrer l'un d'entre eux.

Paul est AED – assistant d'éducation – au lycée des métiers du bâtiment. Un lycée qui regroupe plusieurs filières : menuiserie, plomberie, froid et conditionnement d'air,

énergie thermique et topographie.

La réforme des lycées pro voulue par l'Education nationale et le Ministère du travail prévoit plus de stages et moins de temps d'enseignement. Depuis fin janvier, le gouvernement semble revenir sur le nombre d'heures de stages. Mais l'essence de la réforme est toujours là.

« Pour les profs, on fait des élèves des tâcherons » explique Paul. Le but, c'est d'adapter les filières aux besoins du bassin d'emploi, en sacrifiant une bonne partie des heures de cours. Ces élèves, se sont les futurs ouvriers qui, en attendant d'être diplômés, seront exploités comme stagiaires par les employeurs !

Déjà, actuellement, dans les Conseils d'administration des lycées pro, doivent siéger deux personnalités qualifiées représentant le monde économique. Les entreprises ont donc un poids dans les orientations prises dans les établissements ! La réforme, c'est encore plus de pouvoir à venir pour les patrons dans les lycées pro !

Au lycée du bâtiment, beaucoup d'élèves ont choisi la voie pro par défaut. L'ambiance est compliquée dans certaines classes et les élèves exclus sont mis à l'étude 4h pour travailler même qu'aucun matériel pédagogique n'est mis à disposition des AED pour encadrer les jeunes. 'On leur fait faire des devoirs à partir de phrases comme « Pourquoi je ne dois pas être en retard ? » ou des exercices du brevet. On les aide aussi, parfois, à trouver des stages. »

Le casse-tête des stages

Au moment de l'interview, beaucoup de secondes n'ont pas trouvé de stage, indispensable pour valider leur année. Paul explique : « J'ai voulu accompagner des élèves au CDI pour les aider à faire un CV mais on leur a dit « non vous devez rentrer chez vous ». Pour chercher un stage, ils ont une liste d'entreprises où postuler. A chaque passage, ils font signer la liste pour justifier de leurs démarches. Un élève sans stage est venu au lycée, on a commencé à écrire un CV -il n'a pas d'ordi chez lui- donc il ne pourra pas continuer ses recherches ».

« Ici, il y a beaucoup de lycéens qui viennent de quartiers populaires alentours. Beaucoup se retrouvent en plomberie ou dans une filière qu'ils choisissent par défaut. Certaines entreprises refusent de les prendre en stage à cause de leur quartier d'origine. Dans la filière TNE chauffage, seule la moitié de la classe a trouvé un stage. Trois-quatre élèves n'ont rien. Ils n'ont rien à faire et n'ont aucune aide.

Les élèves des classes aisées vont plutôt en topographie. Pour eux, ce ne sont pas les mêmes réalités. Ils ont choisi leur orientation. »

Le quotidien des AED

Au lycée, il y a 260 élèves. La nuit il y a 115 internes répartis sur 3 dortoirs, 2 pour garçons, 1 pour les filles. On est un surveillant par dortoir. En journée, on est 2 AED : un au bureau et un en étude. C'est l'effectif normal mais ça ne suffit pas. Sur nos fiches de poste, on est censés être en mouvement donc souvent, l'étude n'est pas bien surveillée. Avec les exclusions automatiques de cours, on n'a pas le temps de faire autre chose que l'étude ou alors on doit laisser les

élèves seuls. Beaucoup de nos tâches sont laissées de côté, notamment, le lien avec les parents. On n'a clairement pas le temps de développer le côté éducatif.

L'assistante sociale est présente seulement 2 après-midis par semaine. C'est vers elle que je redirige quand on me demande un contact de conseiller d'orientation. L'infirmière scolaire est là à temps plein mais elle est débordée. Il y a pas mal de problèmes sociaux et médicaux au sein du lycée.

Parmi les AED, il y a beaucoup de turn-over. Beaucoup sont partis notamment à cause de mi-temps imposés. A mi-temps on gagne 650 euros par mois. Ce n'est pas gérable. Un collègue cumule 2 mi-temps : AED ici et prof d'arts plastiques contractuel dans un autre lycée.

Le jour de la manif on était avec les profs et les CPE devant le lycée pour essayer d'échanger avec les élèves sur le sujet. On distribuait des tracts pour expliquer la situation.

Propagande pro SNU et police au lycée

Tous les ans il y a des journées spéciales SNU. En fin d'année, un prof est chargé de transmettre une liste de volontaires à l'armée. Certains élèves sont très intéressés, il y a des inscrits. On a des porte-clés armée de terre pour les dortoirs...

En novembre, les élèves ont participé à une journée sécurité routière spéciale deux-roues, animée par des CRS qui parlaient aux élèves comme des mecs hyper virils, les engueulaient. Il y avait un circuit sur une place d'Angoulême. Les élèves étaient contents de sortir du lycée mais beaucoup ont des rapports particuliers avec la police qu'ils connaissent dans leur quartier... 3 jours où 10 classes se sont succédées. Pour chaque groupe était sélectionné un élève désigné comme le meilleur avec remise de prix et cadeau : un agenda CRS.

Comme précisé dans le communiqué de l'UJR contre la réforme des lycées pro, une fois de plus, Macron nous montre qu'il est au service du patronat et des monopoles, en transformant le lycée pro en usine à main d'œuvre pas chère, au détriment de l'émancipation de la jeunesse populaire et de ses perspectives de vie plus digne et au détriment des personnels.

Oui aux études, non au travail dès 15 ans !

Les élèves des milieux populaires ne sont pas des salariés low-cost !

**NI CHAIR A
PATRON**

**NI CHAIR A
CANON !**

UNION DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES 

Pour recevoir nos infos, pour participer aux réunions et actions locales : contact@ujr.fr

TÉMOIGNAGE DE VALENTINE : PROFESSEURE DES ÉCOLES DANS LE 93

Valentine est professeure des écoles dans le 1er degré depuis 8 ans. Elle témoigne à l'UJR des conditions de travail précaire, le manque cruel de moyens et de personnel et des conséquences sur les inégalités sociales.

« Cette année j'ai un double niveau petits-moyens. Je témoigne pour dénoncer la précarisation de nos conditions de travail. Et derrière cela, ce qui me semble encore plus inacceptable, la façon dont mes jeunes élèves âgés de 3 et 4 ans sont touchés par cette précarisation qui creuse encore plus les inégalités sociales dans le système éducatif. Je dénonce le manque d'accompagnement humain pour les enfants à besoin particulier. Aujourd'hui j'ai dans ma classe une élève de 3 ans, probablement autiste, qui est à l'école depuis 1 an et demi et qui n'a toujours pas d'accompagnatrice A.E.S.H. (Accompagnement des Elèves en Situation de Handicap) pour lui donner l'aide, pourtant cruciale dans son cas. Lorsqu'on sait que les inégalités sociales s'installent entre 0 et 3 ans, ce temps de latence insupportable, je l'appelle maltraitance institutionnelle. Les raisons ?

- Il n'y a pas d'A.E.S.H. de disponible car le salaire est honteusement bas et que personne ne peut vivre sans autre aide avec ce seul salaire.

- Sur ma seule circonscription, la personne référente handicap gère 250 dossiers d'élèves qui doivent être inscrits à la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

- Les délais de traitement entre la première réunion ou est ouvert le dossier pour que l'élève soit reconnu handicapé et ait accès à une aide humaine est de plus de six mois.

Alors je dois composer chaque jour pour que Hafsa, qui s'enfuit de la classe, qui aime explorer en déchirant, en renversant ce qu'elle trouve parce que c'est le seul intérêt qu'elle trouve à l'école, ne soit pas en souffrance alors même que je la bride chaque jour dans son développement faute de moyen pour l'accompagner. »

ATSEM non remplacées

« Je dénonce le non-remplacement des ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles) en formation dans mon école alors même que ces formations sont nécessaires pour l'avancement de leur carrière et l'augmentation de leur salaire. Comment est-il possible qu'en 2023 en France, 6ème puissance mondiale, on accepte de former des personnels sans les remplacer sur le terrain ? Et comment réagir lorsqu'on vient me dire que ces pratiques n'ont pas lieu dans le sud de la ville où se trouve les riches écoles des quartiers pavillonnaires ?

Les ATSEM sont pourtant des personnels cruciaux pour aider, accompagner et permettre la continuité des apprentissages dans de bonnes conditions et aussi pour pallier le non-accompagnement des enfants à besoin particulier.

Je me suis retrouvée plus d'une fois à devoir courir après

l'un de mes élèves MDPH qui s'était enfui de la classe. A devoir prévenir ma collègue de classe pour qu'elle surveille mes élèves pendant ce temps parce que mon ATSEM n'était pas remplacée et qu'il n'y avait donc aucun adulte pour surveiller mon groupe. »

Enseignants non remplacés

« Je dénonce le non-remplacement des enseignants du 1er degré et notamment la priorité de l'élémentaire sur la maternelle dans l'attribution des professeurs remplaçants. Le temps de classe perdu sans professeur devant élèves est si énorme et honteux que l'Éducation Nationale refuse de communiquer sur les chiffres que pourtant les syndicats réclament.

Nous nous sommes retrouvées plus d'une fois cette année à devoir pallier au non remplacement de nos collègues qui culpabilisent de nous laisser dans cette situation.

Lorsqu'une école de 6 classes a 2 professeurs absents non remplacés et que sur les 4 classes restantes, il y en a 3 qui accueillent des petites sections qui dorment l'après-midi, nous pouvons répartir les élèves le matin sur 4 classes. Mais l'après-midi, comme les petites sections dorment et que les professeurs de ces classes surveillent les dortoirs où plus d'une cinquantaine d'enfants font la sieste, les enfants sont répartis sur la classe avec le taux d'enfant le plus bas à savoir le double niveau petits-moyens. Nous avons donc été dans des situations où j'ai dû accueillir 10 élèves dans ma classe les après-midis, augmentant l'effectif de ma classe à 18 élèves. Comment travailler dans ces conditions avec mes élèves de moyennes sections où se trouve un de mes élèves à besoin particulier car autiste ?

Le manque des moyens

Par ailleurs je dénonce le manque de moyens matériels et financiers destinés à la maternelle. En 2023 en France :

- Nous devons faire des photocopies couleur sur nos propres deniers pour que nos élèves aient accès à des supports pédagogiques de qualité.

- Un professeur nouvellement titulaire sur un poste fixe, moi-même et je suis loin d'être la seule, peut dépenser plus de mille euros pour avoir une classe à peu près fonctionnelle parce qu'il y manquait cruellement de matériel pour mener à bien les programmes de l'Éducation nationale.

- Une élève de 3 ans peut me dire qu'elle a vu sauter un homme d'une tour de 6 étages dans la cité où l'école se trouve, sans qu'aucune cellule psychologique soit mise en place par quiconque.

- Le Ministère de l'Éducation nationale trahit chaque jour les élèves des quartiers populaires dans l'indifférence générale et nous professeurs en avons assez.

Votre mépris de classe nourrit notre force et l'ambition que nous avons pour nos élèves. Il nourrit notre détermination à renverser ce système au service des riches et des puissants.

SNU : PRÉCARITÉ ET SOUMISSION

Dans son allocution de fin d'année, Macron a évoqué la généralisation du SNU (Service National Universel) pour 2023. Le SNU concerne les jeunes entre 15 et 17 ans pour les former à être « de bons citoyens au sein de la nation » par le biais de l'armée et de l'Éducation nationale. Il est important de souligner que le budget destiné au SNU provient principalement de l'Éducation nationale, alors que le gouvernement n'arrête pas de nous répéter qu'il n'y a pas assez d'argent pour revaloriser les bourses étudiantes ou pour avoir plus de postes d'enseignants. Apparemment, ils arrivent à en trouver pour le SNU !

Ce dispositif se déroule en trois phases : une première phase de cohésion de 15 jours sous la supervision d'un instructeur qui peut être issu de l'armée ou de l'Éducation nationale. Une deuxième phase de 3 mois où les jeunes doivent accomplir une mission d'intérêt général, qui consiste principalement à remplir la même mission qu'un salarié en étant sous-payé, dans une entreprise ou dans les services publics. Et une troisième phase d'engagement volontaire « pour ceux qui veulent aller plus loin ».

C'est une sorte d'embrigadement de la jeunesse, notamment la jeunesse populaire, pour lui inculquer les « valeurs de la nation », le sens de l'ordre et de la discipline afin de « défendre le drapeau » et surtout pour étouffer toute idée de contestation du système. Cela se manifeste concrètement par le choix des instructeurs, souvent issus de l'armée notamment dans la première phase, avec la

NON AUX MÉGA-BASSINES !

Les projets de construction des méga-bassines à Sainte-Soline (79) suscitent de grosses mobilisations et contestations populaires. Cette bassine pourrait contenir 700 000 m³ d'eau sur une surface équivalente à presque 300 piscines olympiques, soit la consommation annuelle en eau potable de 15 800 personnes ! Cette exploitation agro-industrielle à grand renfort d'argent public, au détriment des paysans, prive la population de la précieuse ressource qu'est l'eau. Tout cela explique la révolte massive contre ce projet.

Une grosse mobilisation s'est déroulée entre les 29 et 30 octobre 2022, organisée par le collectif Bassines Non Merci ! par les Soulèvements de la Terre et la Confédération Paysanne, avec le soutien de nombreuses associations, partis politiques et organisations.

Fouad, militant UJR, revient sur sa participation à cette mobilisation :

« Plus de 150 organisations ont relayé et soutenu l'appel au niveau national, permettant d'élargir cette lutte et de lui conférer un caractère plus national, grâce à quoi plus de 7000 personnes venant de tout le pays se sont mobilisées à Sainte-Soline. Il y avait beaucoup de jeunes, des moins jeunes, des usagers et travailleurs de toutes catégories

levée du drapeau, le port de l'uniforme mais aussi des punitions collectives.

Le SNU c'est également l'aggravation de la précarité des jeunes travailleurs qui ont de plus en plus du mal à trouver un travail. Les jeunes seront des salariés low cost qui occuperont les mêmes fonctions qu'un salarié avec de très basses indemnités et en n'ayant pas les mêmes droits...

La préparation de l'esprit de la jeunesse aux guerres inter-impérialistes n'est pas juste une « théorie ». C'est effectivement, dans ce contexte que le SNU s'inscrit. En tant que jeunes révolutionnaires nous continuerons à scander dans les mobilisations et les manifs : « Ni chair à patron, ni chair à canon ! » - mot d'ordre plus que jamais d'actualité



populaires, et des paysans, dont l'un d'entre eux nous a prêté son terrain, non loin du chantier, pour que nous puissions y établir notre camp du week-end. A noter que tout cela s'est fait malgré l'interdiction de manifester de la part de la préfecture qui a interdit de circuler dans la zone durant tout le week-end. Il y avait un énorme dispositif de répression : 1700 gendarmes et 8 hélicoptères. Malgré la violence extrême déployée par les forces d'ordres (gaz lacrymogène, des nouvelles grenades de désencerclement GM2L et LBD40) nous avons réussi à entrer sur le chantier et à bloquer les canalisations de pompage. (...) Il y a eu beaucoup de blessés suite à cette mobilisation, et des procès se sont succédés pour essayer d'intimider les militants. L'un de ces procès concernait des manifestants qui ont été embarqués par la police en sortant de l'hôpital et qui ont été condamnés par les juges. Le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, a traité le mouvement « d'éco-terroriste » pour couvrir et « légitimer » les actions de répression et de violences contre les manifestants. En effet, la répression policière contre les militants anti-bassines est en train de prendre des dérivés dangereuses comme la découverte d'un traceur de géolocalisation sous le camion de Julien Le Guet, le porte-parole du collectif Bassines Non merci !

Un projet néfaste

« Ce projet de méga-bassine est particulièrement réactionnaire, car il correspond à une spoliation par les agro-industriels de l'eau des nappes phréatiques pour engraisser leurs profits. L'eau des nappes est un bien commun dont tout le monde a cruellement besoin, usagers comme paysans travailleurs de la terre, son exploitation par les industriels a des conséquences néfastes sur le plan économique et écologique. Cela entraîne l'assèchement des voies d'irrigation naturelle des terres cultivées, des nappes phréatiques et cours d'eau, ainsi qu'un grave déséquilibre des écosystèmes. Le caractère de classe de cette lutte paysanne et écologique transparait donc pleinement dans cette lutte contre les constructions de méga-bassines. »

Les organisateurs appellent à une autre mobilisation massive les 25 et 26 mars prochains dans le Poitou à l'occasion de la journée mondiale de l'eau. L'UJR appelle tous les jeunes révoltés contre la logique d'enrichissement des grands industriels au détriment de la population et de la planète à participer à cette lutte ! No bassaran !



LE MOUVEMENT EN IRAN VU D'ICI TÉMOIGNAGE D'UNE ÉTUDIANTE PRÉCAIRE

Sahar, doctorante iranienne en France rédige une thèse sans financement. Nous l'avons rencontrée lors d'un marché de créateurs où elle vendait des illustrations en solidarité avec les luttes en Iran. Après quelques échanges, elle accepte de témoigner pour le Fil rouge à la fois sur sa situation d'étudiante précaire et sur le mouvement en Iran.

Sur la précarité étudiante

Selon l'UNEF l'augmentation du coût de la vie étudiante à la rentrée 2022 a atteint le 6,7% et le 7,38% selon la FAGE. Selon les statistiques du Ministère des solidarités, 40% des étudiants qui habitent seuls sont en situation de pauvreté.

L'observateur du Samu social de Paris a publié le rapport d'une enquête réalisée entre décembre 2021 et avril 2022 sur 477 étudiants en situation de précarité contraints de se rendre aux aides alimentaires. Les résultats de cette enquête montrent qu'un quart de ses étudiants déclarent un état de faim modéré à sévère et un tiers montrent un état dépressif majeur. Cette situation peut-être encore plus alarmante pour les étudiants étrangers. Sahar témoigne :

« Je fais des petits boulots, par exemple dans des restaurants la nuit. Pendant l'année je peux compter sur l'épicerie solidaire des étudiants qui permet d'acheter les produits de première nécessité à prix très bas. Heureusement qu'ils existent.

Depuis 2019, il y a des attaques concrètes sur les étudiants étrangers avec l'augmentation des frais d'inscription dans le supérieur. Avant, il y avait une bourse annuelle de la région Nouvelle-Aquitaine pour les étudiants étrangers d'un montant de 6000 euros. C'était vraiment une opportunité qui a aidé beaucoup de gens, dont moi. Cette année ils ont décidé de l'annuler. C'est vraiment dommage car c'était la

seule source de financement pour les étudiants étrangers. »

Le mouvement en Iran vu d'ici

Le mouvement révolutionnaire a débuté après l'assassinat de Mahsa Amini, étudiante iranienne de 22 ans décédée le 16 septembre 2022, trois jours après avoir été arrêtée par « police de la moralité » pour « port de vêtements inappropriés » à savoir un voile mal porté. Pour rappel, en Iran, depuis la révolution islamique de 1979, les femmes ont pour obligation de couvrir leurs cheveux en public. La mort de Mahsa Amini a entraîné un mouvement de grande ampleur dans tout le pays avec le mot d'ordre « Zan, zendegi, azadi ». En Français : « Femme, vie, liberté ».

Malgré la terrible répression, les emprisonnements, les exécutions, les coupures d'internet et des réseaux sociaux le peuple iranien a tenu tête dans une lutte acharnée.

Sahar explique : « Ce mouvement immense c'est le mouvement des opprimés de la société, des femmes des milieux populaires, des ouvriers, des gens de gauche et de tous les opposants au régime, quelle que soit leur parti politique ou leur religion. C'est aussi la première fois que la société voit apparaître les luttes des personnes LGBTQI+ avec des photos distribuées, des couples de même sexe qui s'embrassent dans la rue, devant des monuments, parfois avec le drapeau arc-en-ciel. C'est un mouvement qui a permis un dialogue entre les gens, et notamment sur un tabou social en Iran à savoir, l'identité sexuelle. Être homosexuel en Iran c'est interdit et passible de peine de mort. Beaucoup de gens n'avaient jamais entendu le mot « homophobe » ! »

Résister sous la répression

« Malgré la coupure d'internet à 100%, il y a eu de vrais

échanges sur beaucoup de sujets de société entre les gens. Des groupes s'organisaient pour imprimer les nouvelles, pour les glisser sous les portes des maisons ou sur les pare-brises des voitures. Sur les murs, étaient affichées les dates des prochaines manifs. Une vraie solidarité s'est mise en place pour échapper au contrôle de l'état.

En Iran, beaucoup de militants de gauche sont en prison depuis longtemps, notamment les syndicalistes, mais les quelques activistes libres ont pu participer à la lutte. »



Deux femmes kurdes dans la cérémonie du 40ème jour de la mort de Mahsa Amini

Vivre la révolution à distance

« J'appelais ma famille par téléphone. Impossible de communiquer par internet. J'arrivais à avoir des nouvelles par twitter. Cette période a été difficile pour la diaspora iranienne. On était épuisés par les événements. Le fait d'être ici, c'était étrange, comme une double vie avec le chagrin, l'espoir et la solidarité. Parfois je sortais la tête de mon téléphone et je me sentais vraiment à distance de mes amis d'ici. Beaucoup me demandaient des nouvelles de l'Iran et parfois c'était difficile de répéter les terribles choses qui avaient lieu là-bas.

J'étais en vacances en Iran au mois d'août, 2 ou 3 semaines avant le début du mouvement. A l'époque il y avait déjà une mobilisation : l'appel « Hijab sans hijab », un appel à toutes les femmes à enlever leur hijab et à aller dans les rues. A Ispahan, ville assez religieuse l'appel a été suivi, mais surtout à Téhéran. Des femmes sont sorties sans voile !

Mes deux sœurs vivant en Europe sont allées en Iran après le début du mouvement « Femmes, vie, liberté ». Elles m'ont dit « Sahar, si tu voyais Téhéran, tu ne reconnaitrais pas la ville ! » Moi aussi je voulais y aller mais financièrement ce n'était pas possible. Il y avait des jeunes dans les rues, bien sûr, mais aussi des femmes âgées, très courageuses.

Les 15, 16, 17 novembre il y a eu une grève générale. 70 % des magasins étaient fermés dans tout le pays. Les commerces ouverts étaient tagués avec le mot « traître ». Les universités étaient fermées, tout comme les écoles. Les routiers étaient aussi en grève, leurs camions étaient à l'arrêt. Beaucoup d'entre eux ont été emprisonnés.

Après novembre, les grèves ont continué dans les grandes et petites villes.

Il y a eu aussi des grèves dans les raffineries, la production de pétrole a été perturbée. Les activistes ont été réprimés durement. Beaucoup d'ouvriers sont en prison actuellement.

En Iran, il y a quelques syndicats assez forts notamment chez les chauffeurs de bus, et les ouvriers des mines avec le syndicat Haft-Tapeh, syndicat de lutte soutenu notamment par des syndicats Allemands et Anglais. »

Une révolte qui ne date pas d'hier

Sahar précise : « Le peuple iranien, en particulier sa jeunesse est en lutte depuis longtemps malgré le pouvoir fasciste en place. Le mouvement actuel est aussi le résultat d'une longue tradition combative. En décembre 2017, une jeune fille, Vida Movahed, est montée sur une armoire électrique et a publiquement retiré son hijab. Emprisonnée, elle a été déclarée atteinte de troubles mentaux. Mais d'autres ont repris son geste, une fille après l'autre, si bien que la police a été postée autour des armoires électriques. »

Les échos ici en France

« Quand le mouvement a commencé en Iran, les médias de droite français en ont pas mal parlé mais avec leur traitement biaisé par les polémiques d'ici autour du port du voile, complètement en décalé avec ce que revendiquent depuis le début les femmes iraniennes : la liberté - celle de porter un hijab ou non, celle de s'habiller comme elles veulent !

Les rassemblements de soutien n'étaient pas assez suivis par les Français. Ça a pas mal suscité l'incompréhension des Iraniens. Je suis allée manifester en Allemagne où il n'y avait pas que des Iraniens dans les manifs !

En France on a été révoltés par le double jeu de Macron qui salue la mémoire de Mahsa Amini mais tout sourire serre la main du président iranien à la première occasion lors d'une réunion annuelle de l'ONU. Ses intérêts sont ailleurs. »

Et maintenant ?

« Aujourd'hui le mouvement continue même si les rues sont plus calmes. Par exemple, en ce moment il y a une grève des infirmières.

Les revendications se sont élargies. L'objectif c'est le renversement du régime. De plus en plus de gens parlent de la nécessité d'un système politique laïque.

Pour la première fois, les Baloutches, peuple maintenu dans la pauvreté par le régime sont descendus dans la rue très nombreux en soutien à la lutte. Le régime, totalitaire et fasciste, qui tue, emprisonne les gens pour leur appartenance religieuse ou leur origine ethnique, est puissant parce qu'il contrôle le gaz et le pétrole notamment au sud. Mais les populations locales ne voient aucune retombée de ces richesses. »

Ce pouvoir qui a voulu faire taire la contestation et la liberté en battant les étudiants, en attaquant les manifestants, en espionnant les gens, en emprisonnant les femmes, en coupant internet, en tuant les opposants n'a pas réussi stopper un mouvement immense fort du courage du peuple. En tant que jeunes révolutionnaires et internationalistes, nous envoyons tout notre soutien à la jeunesse iranienne en lutte !

Femme-vie-liberté !

Solidarité avec la lutte du peuple iranien !

Solidarité internationale des peuples !

LIBÉRATION DES ENFANTS PALESTINIENS EMPRISONNÉS PAR ISRAËL !

Le rassemblement pour la remise de la pétition « Libérez les enfants palestiniens emprisonnés en territoire israélien » à Macron a eu lieu le mardi 25 octobre dernier. Cette campagne a duré cinq ans.



Des enfants palestiniens devant le mur à l'est de Jérusalem.
Photo: Saeed Qaq, Apa Images, 2014.

L'UJR a été signataire de l'appel et présente tout au long de la campagne. Nous y avons participé en tant qu'organisation de jeunes révolutionnaires et internationalistes pour faire connaître la situation en Palestine. Si le gouvernement israélien, à l'heure où nous écrivons, emprisonne et torture les enfants de Palestine, c'est parce que, parmi les insurgés, ce sont des enfants qui se dressent et réclament justice. Et c'est courageusement, dans les pas de leurs aînés, qu'ils exigent le droit de vivre dignement. Ils s'appellent Ahed Tamini, ils sont connus ou anonymes. Ils luttent à la seule force de leurs poings, de leur voix et de leur courage, contre l'état d'apartheid sioniste. Ils luttent contre ses politiques de colonisation et d'oppression. Ils luttent contre l'emprisonnement des leurs.

En ciblant les enfants, l'état sioniste pense étouffer dans l'œuf la résistance du peuple palestinien. Les conditions sont difficiles. Le rapport de force est déséquilibré. Pourtant c'est une lutte exemplaire. Celle d'un peuple qui, porté par sa jeunesse, se bat depuis plus de soixante ans contre un génocide. Que chaque jeune qui souhaite combattre le système capitaliste-impérialiste s'inspire de la jeunesse palestinienne et soit solidaire avec elle.

Grâce aux 37500 personnes qui ont signé l'appel, les organisateurs de la campagne ont pu être reçus à l'Élysée. Bien que cela soit une première victoire, nous savons qu'il y aura d'autres campagnes. C'est pourquoi nous continuerons de dénoncer la complicité de l'impérialisme français avec l'état sioniste d'Israël. Nous continuerons d'exiger l'arrêt immédiat de toute relation avec cet état criminel. Dans le même temps, nous appelons la jeunesse révolutionnaire à s'unir pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

**VIVE LA SOLIDARITÉ
INTERNATIONALISTE ENTRE
LES PEUPLES !**

**VIVE LA LUTTE DE LA
JEUNESSE ET DU PEUPLE
PALESTINIEN !**

**VIVE LA JEUNESSE
INTERNATIONALISTE ET
ANTIFASCISTE !**

POUR NOUS CONTACTER



contact@ujr-fr.org



www.ujr-fr.org



UJR France



Retrouvez le podcast de l'UJR :
'Visite sur les pas de la Commune de Paris' sur Spotify !

